Position du gouvernement canadien sur le référendum au Québec

Lors du débat sur le discours du Trône, le 15 avril à la Chambre des communes, le premier ministre Trudeau a fait une intervention au cours de laquelle il a parlé du problème de l'unité canadienne et du référendum au Québec. Voici des extraits du discours de M. Trudeau.

Le sentiment d'être Canadien, ce sentiment personnel que nous devons cultiver, le sentiment d'être loyal à quelque chose qui dépasse la province ou la ville dans laquelle on s'adonne à vivre, doit trouver son fondement dans la protection des droits fondamentaux du citoyen, dans l'accès de ce citoyen à une juste part de l'abondance des richesses au Canada et à la richesse et à la diversité de ses loix. Dans ce sens, l'intérêt national doit l'emporter sur l'intérêt régional, si difficile qu'il soit parfois pour certains de nous d'oublier nos sentiments d'appartenance à une ville ou à une province parce que les gouvernements provinciaux et autres groupes s'efforcent de faire valoir leurs intérêts. Mais nous avons été élus pour représenter l'ensemble du Canada, et si quelqu'un ne peut avoir le sentiment qu'il obtiendra sa juste part dans une partie quelconque du pays, alors cette personne transfèrera sa loyauté de l'ensemble à la partie du pays où elle décide de vivre.

Ce principe du partage ne peut être garanti que s'il existe un gouvernement national prêt à affirmer qu'en cas de conflit, les intérêts nationaux doivent toujours l'emporter sur les divergences de vue régionales.

Une nation, c'est un plébiscite de tous les jours, et dans ce sens-là des millions de Canadiens ont plébiscité le Canada depuis plus de 100 ans quotidiennement. Ils ont affirmé leur adhésion à ce pays qui justement était un pays fondé sur le partage, un pays fondé sur l'échange, un pays fondé sur la fraternité; ils l'ont plébiscité. Eh bien, maintenant, dans la province de Québec, nous vivons une période historique où les Québécois seront interrogés d'une façon encore plus précise sur le plébiscite ou le référendum qui maintenant va être tenu dans la province de Québec.

J'aurais espéré, pour ma part, que ce moment historique soit envisagé avec plus de franchise, et plus de courage, même par le Parti québécois. J'avais exprimé le souhait, dès janvier 1977, que la question posée au moment du référendum soit claire, qu'elle soit posée bientôt, et qu'elle soit définitive, en tout cas pour qu'on n'en parle plus pour au moins une

génération. Malheureusement, la question qui est posée aux Québécois par référendum n'est pas venue très vite, parce que cela aura pris à peu près trois ans et demi après l'élection du Parti québécois; elle n'est pas définitive, parce que dans le texte même de la question on voit qu'il y aura éventuellement un autre référendum, et certainement, elle n'est pas claire, puisqu'elle est basée sur une ambiguïté voulue par le Parti québécois qui savait que, s'il posait la question clairement: "Voulez-vous, oui ou non, l'indépendance?" les Québécois auraient répondu non.

Ce n'est pas le but du gouvernement canadien d'aller faire la bataille référendaire. Les Québécois à la Chambre le feront, et je suis sûr qu'ils le feront bien et d'une façon convaincante. En tant que gouverneme nt, je crois que nous devons expliquer aux Québécois, qui sont appelés à voter oui ou non, quelle sera notre attitude à nous, du gouvernement canadien, dans l'éventualité d'un oui comme dans celle d'un non. Et c'est ce que je me propose de faire dans quelques minutes si la Chambre veut bien être indulgente à mon égard.

Il est très clair, étant donné les propos de tous les premiers ministres provinciaux, qu'ils n'ont aucune sympathie pour un gouvernement qui veut commencer par détruire le pays, et que s'ils devaient éventuellement s'associer, ils ne s'associeraient certainement pas avec un État indépendant qui aurait été cause de la rupture de ce pays.

Alors...qu'on se mette dans la peau des premiers ministres provinciaux, qui n'ont aucun intérêt économique ou culturel à négocier l'association, qui n'ont, au contraire, aucune raison de dire oui à l'association. Le gouvernement péquiste en posant cette question leur a donné toutes les raisons de dire non. Or, en disant non, non seulement ces provinces expriment leur intérêt, mais elles garantissent que la souveraineté du Québec ne se fera pas encore une fois, puisqu'on a la garantie que l'un ne se fera pas sans l'autre.

Le Québec fait partie d'une fédération qui est une association. Cette fédération-là peut être changée et améliorée,

mais ce n'est pas une association du type du marché commun que le gouvernement canadien peut négocier avec le gouvernement québécois puisque le Québec, dans notre hypothèse, n'est pas un pays indépendant.

Ceux qui donneront un "oui" à la question référendaire devraient savoir dès maintenant qu'ils s'engagent dans une impasse. Ils devront savoir dès maintenant que le "oui" ne peut mener qu'à un cul-de-sac politique et juridique, puisque, comme je viens de le démontrer, l'association ne peut pas se faire sans associés. Il n'y en a pas, et l'indépendance ne peut pas se faire sans l'association, donc elle ne se fera pas.

Avant de bâtir la maison pour satisfaire aux besoins de la famille, il faut d'abord décider qu'on veut vivre en famille. Or, on le sait, l'idéologie péquiste, le but ultime des péquistes c'est de sortir le Québec du Canada et ce n'est pas sur eux qu'on peut compter pour établir des négociations très productives dans le domaine d'un nouveau fédéralisme. Alors, je le répète, même un vote "non" ne mènera pas nécessairement à ce nouveau fédéralisme que tout le monde désire. Il y a sans doute une façon de l'assurer, ce serait que le "non" soit si massif, que le "non" soit si fort et retentissant que le gouvernement péquiste comprenne que vraiment les Québécois ne veulent pas se séparer du Canada et qu'il vaut mieux même pour le gouvernement péquiste de s'atteler à la tâche de renouveler ce fédéralisme plutôt que de le détruire.

Il importe à cette étape-ci de notre vie politique de mettre fin à l'incertitude qui règne au Québec depuis l'élection du Parti québécois en novembre 1976. Encore une fois, pour y réussir, et c'est l'unique moyen à notre disposition, il faut obtenir un "non" massif au référendum. Je ne spécule pas sur les résultats du référendum; j'analyse simplement l'attitude qu'adoptera obligatoirement le gouvernement fédéral. Je suis d'avis qu'en ce moment dans la vie du Canada, il importe de faire table rase de cette incertitude si nous voulons jeter les ponts entre les diverses régions du pays. Je le répète, non seulement les séparatistes du Québec ont exprimé cette incertitude, mais également une minorité, encore faible, je l'espère, qui, d'un bout à l'autre du pays, coupe les ponts les uns après les autres et cherche à protéger ses intérêts particuliers au-delà de l'intérêt national.

(suite à la page 8)